

SOS contre *Popillia Japonica* !

Au SIA 2025, Abigaëlle, Flora et Jérémie, étudiants de BTSA « Métiers du végétal » du lycée Costa de Beauregard de Chambéry et leur enseignant Luc Lacourt, ont présenté, sur la scène de l'Agora, le projet européen mené avec des partenaires italiens, autour de la lutte contre un ravageur redoutable, encore méconnu en France, le *Popillia Japonica* – scarabée japonais.

L'objectif des 3 étudiants est de présenter aux viticulteurs, arboriculteurs, agriculteurs et autres professionnels, les risques liés à cet insecte « auto-stoppeur », polyphage sur les cultures.





Une menace croissante pour l'agriculture



Le *Popillia Japonica*, originaire d'Asie est un insecte ravageur dont les dégâts sur les cultures de légumes, de fruits et de plantes ornementales. Ce scarabée vorace, au stade adulte, dévore le feuillage des plantes, tandis que ses larves rongent les racines des végétaux, causant de sérieux dommages. L'infestation de cet insecte a des conséquences économiques lourdes pour les exploitants agricoles et les jardiniers, car elle nuit à la

productivité des cultures.

Le projet SOS Popillia Japonica, initié par l'Académie d'agriculture de Turin, s'inscrit dans le cadre d'un programme de prévention et d'information sur cet insecte ravageur déjà présent en Italie, Suisse et Allemagne.

Financé par le programme Erasmus+, il a réunit autour de l'Académie d'experts de Turin, deux établissements agricole qui proposent des formations horticoles : l'un à Lombriasco – Institut technique agricole en Italie et l'autre à Chambéry en France, le Lycée Costa de Beauregard.

Une démarche engagée et pédagogique

Devant une dizaine de professionnels du secteur agricole et de visiteurs curieux et intéressés, les étudiants ont présenté leur étude de terrain sur le Popillia Japonica, en abordant ses caractéristiques, son cycle de vie, ses impacts sur les différents types de cultures et les solutions de lutte testées jusque-là pour limiter les dégâts de ce nuisible.

Cette intervention s'inscrit dans le cadre du projet européen et d'une mission de sensibilisation. D'autres interventions sont prévues au cours de l'année 2025 auprès de professionnels et d'autres établissements agricoles de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Pour les jeunes, le Salon de l'Agriculture Paris 2025 a été l'opportunité de travailler la technique de prise de parole et développer leur confiance en soi, face à un auditoire inconnu, également c'était l'opportunité de visiter le salon pour rencontrer des professionnels et d'autres jeunes qui contribueront à l'agriculture de demain.

Pour en savoir plus : [Page LinkedIn de la Fondation du bocage](#)

Lire aussi l'article de la Fondation du Bocage : [Des lycéens se mobilisent contre le scarabée japonais](#)

En savoir plus sur les établissements : [Lombriasco – Institut technique agricole en Italie](#), [Lycée Costa de Beauregard à Chambéry](#)

Photo de tête d'article issue de la communication de FranceInfo GrandEst, crédit photo : Animalia.bio

Contact : Vanessa Colombier, vanessa.colombier@bocage.cneap.fr

Pascale Labrousse, animatrice du réseau Italie-Grèce, pascale.labrousse@educagri.fr

Un an de partenariat institutionnel teinté d'émeraude

Une mission institutionnelle marque une année de coopération et dresse un premier bilan sur la mise

en place de l'accord signé entre le ministère français en charge de l'enseignement agricole avec le Teagasc irlandais, basé sur des objectifs d'échanges et de mobilités.

Il y a un an, un accord de partenariat entre les systèmes d'enseignement Irlandais Teagasc et Français était signé. L'objectif était de développer et structurer des échanges sur le long terme entre établissements et permettre des mobilités entrantes et sortantes de personnels, y compris les enseignants stagiaires de l'ENSFEA, ainsi que des apprenants. Après un an de fonctionnement, il était temps, conformément à l'accord signé en présence des deux ministres de l'Agriculture à l'époque, de faire un premier bilan ce jeudi 5 décembre 2024.

La DGER était représentée par Philippe Renard, chef du BRECI et Frédéric Mesure, animateur réseau Irlande. Héloïse Pestel, Chargée des Affaires Agricoles et le Chargé de l'Education et de l'Enseignement Supérieur complétaient la délégation française. Côté Irlandais Louise Byrne, Deputy Chief Inspector at the Department of Agriculture, Food and the Marine, Anne Marie Butler, Head of Education Teagasc, Dr Stan Lalor, Teagasc Head of Knowledge Transfer, John Mulhern, Principal of College of Amenity Horticulture, Dublin, Frank Murphy, Teagasc Head of Curriculum Development and Standards Unit compossait la délégation irlandaise rejoints en visioconférence avec le Chargé des Affaires Agricoles de l'Ambassade d'Irlande à Paris.



Après une visite



te des installations du centre TEAGASC d'Ashtown, il était temps de dresser un premier bilan. Beaucoup de positif, cinq des sept établissements d'enseignement agricole irlandais ont accueilli des français en mobilité et des liens de jumelage inter établissements sont en cours. Suite à notre soutien, Teagasc dispose maintenant d'un financement Erasmus+ et grâce à notre partenaire irlandais. Nous avons un accès direct à l'association nationale irlandaise des entreprises d'aménagements paysagers, ce qui facilite le placement en stage de stagiaires BTS dans des compagnies privées.

Toutefois, il reste encore du travail à accomplir : susciter l'envie de mobilité en France pour les étudiants Irlandais qui, à ce jour, sont plus tentés de faire leur stage en Nouvelle Zélande, trouver une façon de permettre à nos apprenants mineurs de pouvoir faire leur stage en Irlande, créer des liens entre classes de lycée et classes avec option agriculture dans les lycées irlandais...

Lors de nos échanges, plusieurs pistes ont été évoquées : faire la promotion de l'enseignement agricole français dans les établissements irlandais directement auprès des étudiants, notamment lors des visites de l'animateur réseau, essayer de renforcer des liens directs avec les agriculteurs, accueillir dès mars 2025 une délégation de personnels Teagasc, contribuer à mettre en place une délégation d'étudiants irlandais pour qu'ils viennent découvrir l'enseignement agricole français ainsi que des exploitations françaises. D'autres pistes de partenariat ont aussi été évoquées notamment travailler sur des mobilités hybrides dans le domaine horticole et aménagement paysager avec le College of Amenity Horticulture – Dublin.

Le mot de la fin est revenu à Louise Byrne du Ministère de l'Agriculture Irlandais nous invitant à ne pas négliger dans nos échanges la dimension d'ouverture culturelle. Prochaine réunion du comité de suivi binational en 2025 en France.



Et pour conclure cette journée, un temps d'échange sur l'agriculture a eu lieu en soirée à l'Alliance Française de Dublin, la deuxième plus grande en taille en Europe derrière celle de Bruxelles. Ce temps

d'échanges a permis un aperçu croisé de l'agriculture et des défis relevés par les agriculteurs dans nos deux pays ainsi qu'une rapide présentation de notre enseignement agricole et du partenariat franco-irlandais.

Crédit photographie Photo de tête : Banque d'images Pexels, Paysage d'Irlande, Thomas Balabaud

Contact : Frédéric Mesure, animateur Royaume Uni et Irlande de l'enseignement agricole, frederic.masure@agriculture.gouv.fr

Immersion malgache pour une transmission

La nouvelle animatrice du réseau Afrique Australe et Océan Indien a vécu une « formation accélérée », en une dizaine de jours. Une immersion intense et grandeur nature ! avec l'opportunité de participer à la 5° Conférence Internationale du Réseau REAP AAOI, à des ateliers et à de nombreuses rencontres institutionnelles en particulier avec les ministères malgaches en

charge de la formation agricole et rurale.

Dans le cadre de ma nouvelle responsabilité d'animatrice réseau Afrique Australe Océan Indien (AAOI) de l'enseignement agricole, une intégration très rapide au sein du réseau s'est déroulée du 6 au 18 septembre 2024 à Madagascar.

Cette toute première mission a permis de cerner et mesurer les enjeux et objectifs prioritaires de cette fonction et ce, tout au long de nos activités, visites et rencontres, accompagnée de Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ ECSI / Expertise à l'international au Bureau des Relations Européennes et de la Coopération Internationale – Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche et Vanessa Forsans, animatrice du réseau CEFAGRI de la DGER et co animateur du réseau géographique Afrique de l'ouest et Afrique Centrale (AOAC) de la DGER, mais aussi de Didier Ramay, co animateur du réseau géographique AAOI.

Suivre et appuyer des actions de coopération

Du lundi 9 au jeudi 12 septembre 2024, s'est tenue la 5^e conférence Internationale du réseau REAP AAOI – Réseau de coopération régionale de l'Enseignement Agricole Professionnel avec pour thème « L'enseignement agricole, l'articulation nécessaire entre la recherche appliquée, l'innovation, la formation et l'entreprenariat ».

Plus d'une cinquantaine de représentants des établissements REAP AAOI se sont retrouvés au bord du lac Kavitaha à Ampefy dans la région Itasy à Madagascar, occasion de rencontrer les experts locaux et les acteurs de la coopération en matière de



Toutes les familles de l'enseignement agricole étaient représentées et notamment les établissements publics agricoles français faisant l'objet d'un appui du réseau AAOI de la DGER.

Centrée sur l'entreprenariat agricole des jeunes et adultes en formation, la conférence a permis de recenser les différents outils et moyens mis en œuvre dans le réseau pour les aider et les accompagner vers une réussite de leur projet entrepreneurial. Une organisation rythmée et variée avec des présentations des établissements et organismes, des tables rondes, des ateliers et des visites de terrain, a permis de bien expliciter le continuum FRIDA – Formation Recherche Innovation Développement Appui, axe majeur de l'enseignement technique agricole et sa coopération européenne et

international



**Terrains
pédagogiques et
d'expérimentation
Atelier de
transformation
agroalimentaire
CFRPA de
Antanetimbohangy -**

Cette diversité d'échanges d'expériences et d'idées dans le domaine de la formation agricole entre délégations de la zone AA0I et les représentants de la DGER, a ainsi démontré l'intérêt d'actions de coopération, de mobilisation d'expertise, de mobilités entrantes et sortantes d'apprenants et de personnels de l'enseignement agricole public, privé, technique et supérieur, entre la France et les pays partenaires du réseau AA0I, et ce en marge du réseau REAP AA0I.



Visite pépinière d'une « Mex », partenariat Agrisud

Commence alors à émerger une « cartographie » intégrant d'une part l'existant mais aussi les nouvelles volontés de coopération, ainsi que les besoins en expertise dans différents domaines du développement durable, l'agroécologie, la gestion de l'eau, la protection de l'environnement et la souveraineté alimentaire.

Les échanges en ingénierie de formation entre directeurs et formateurs ainsi que la gouvernance des dispositifs de Formation Agricole et Rurale (FAR) ont mis en lumière de nombreux besoins d'expertise que le réseau CEFAGRI sera à même de mobiliser.

Ces journées s'inscrivaient totalement dans les axes stratégiques de la DGER, qui cherche à impulser des partenariats afin de mettre en œuvre les orientations définies par le Président de la République lors de son discours de Ouagadougou en novembre 2018, avec un focus sur le 4^e axe « accompagner les étudiants entrepreneurs africains ».

Comprendre et analyser les dispositifs de l'enseignement agricole

La mise en place lors du REAP AA0I de groupes de réflexion sur les axes de développement vers l'entreprenariat (lors des 3 stades Pré-installation – Incubation/installation – Accélération des entreprises/accompagnement post installation) a été un premier temps d'échange très enrichissant qui a aussi permis d'atteindre ce deuxième objectif, à savoir : comprendre et analyser les différents dispositifs de l'enseignement agricole sur la zone AA0I.

Mais c'est aussi, via les visites et l'accompagnement de Mme Hoby Rakotoarison, cheffe de Service de la Formation Agricole et Rurale au sein de MINAE (ministère de l'agriculture et de l'élevage malgache) que la cartographie des dispositifs de formation agricole à Madagascar a pu être contextualisée,

ainsi que la présentation des orientations stratégiques.

Lors d'une rencontre, Mme Fanja Raharinomena, secrétaire générale du MINAE a présenté

la Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale à Madagascar (SNFAR) donne un cadre général et cohérent du développement du système de la formation agricole et rurale à Madagascar. L'objectif prioritaire est de contribuer à soutenir le processus de modernisation du secteur agricole, notamment en améliorant le dispositif institutionnel de la Formation Agricole et Rurale et en préparant de nouvelles générations d'Agriculteurs à affronter les défis du futur.

Madagascar bénéficie d'une grande diversité agricole grâce à sa position géographique, mais subit régulièrement des cyclones, aggravés par le changement climatique. Face à ces défis, l'agroécologie apparaît comme une solution durable pour renforcer la résilience des producteurs et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La population, majoritairement jeune et rurale, est confrontée au sous-emploi. Former les jeunes à l'agroécologie leur permettrait de devenir acteurs du changement.

C'est pourquoi la Stratégie Nationale de la Formation Agricole et Rurale 2023-2035 promeut l'agroécologie pour un développement agricole durable. Divers programmes de formation ont été mis en place, en collaboration avec des producteurs locaux permettant d'adapter les pratiques aux réalités locales.

Suite à ce premier point, Rachid Benlafquih a présenté la force et les intérêts d'un appui que peut apporter le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la souveraineté alimentaire via le réseau AAOI de la DGER.

Vanessa Forsans a expliqué les objectifs du réseau CEFAGRI, porteur d'expertises sur le plan de ces problématiques

agroécologiques en droite ligne avec la SNFAR.

Didier Ramay a dressé un état des lieux et a présenté quelques actions de coopération avec Madagascar, déjà mises en place depuis de longues années, des liens durables qui existent entre les établissements français comme ceux de Mayotte – Coconi (avec le CEFFEL et le CRFPA Ilofosana), ceux de La Réunion (avec CAPA Antsirabe, CRFPA Ilofosana, Ferme école de Tombotsoa, EFTA Amanja EFTA Ambatobe), mais aussi avec quelques établissements de la métropole (Arras, Pau, Montmorot, Coutances, Bressuire) notamment via une coopération décentralisée (Région Nouvelle Aquitaine et Itasy).

Ces présentations ont montré combien il est pertinent et souhaitable, en synergie avec la dynamique les établissements du réseau REAP AAOI, de renforcer des partenariats au sein du réseau AAOI de l'enseignement agricole français. Toutefois il semble important de mieux encadrer les partenariats existants et à venir, impliquant notamment des mobilités d'expertise et des mobilités individuelles ou collectives d'apprenants. Il est proposé une rencontre prochaine avec le MEFTP (dont certains établissements agricoles sont sous la tutelle) pour proposer la préparation d'une lettre d'intention de coopération entre le MASAF, le MINAE, le MEFTP et FARMADA.

Participation au Concours d'Eloquence

Le concours d'éloquence, organisé à la Foire internationale de l'agriculture, en septembre 2024, avait pour but d'améliorer la visibilité des Centres et Établissements de Formation Agricole et Rurale (CEFAR) publics en tant qu'outil du MINAE pour la promotion de la FAR et également d'encourager les jeunes à entreprendre dans le secteur agricole.



Deux centres ont été choisis pour participer à la



première édition de ce concours d'éloquence, le Centre d'appui et de formation professionnelle Agricole (CAFPA) Mahitsy et l'Ecole de Formation de Technicien Agricole (EFTA) Ambatobe. Les thématiques étaient axées sur des défis de demain et tournées vers une agriculture innovante et agro écologique.

Les membres du jurys étaient Mme Fanja RAHARINOMENA, Secrétaire Générale du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, M. Rachid BENLAFQUIH, M. Hirotaka NAKAMURA, Conseiller principal du projet de promotion de l'Agriculture Orientée vers le Marché (SHEP), et Mme Hoby Andrianjatovo RAKOTOARISON, Chef du Service de la Formation Agricole et Rurale du MINAE.

Place de la Formation Agricole et Rurale dans la diffusion des innovations

L'innovation a pour effet d'améliorer les méthodes existantes et de générer de nouvelles manières de produire et de consommer les aliments et autres produits agricoles. Elle est très importante dans la mise en place de systèmes alimentaires durables. La formation agricole et rurale se doit de préparer aujourd'hui des actifs de demain. La conférence, modérée par Mme Hoby Andrianjatovo RAKOTOARISON, visait à explorer l'articulation de la formation agricole et rurale avec l'innovation agricole, en essayant de répondre à la question « *Comment organiser la formation agricole pour qu'elle devienne effectivement un moteur pour la promotion et la diffusion de l'innovation ?* ».

Différents acteurs de la formation agricole et rurale et de

l'innovation étaient invités à participer à cette conférence : des représentants du CIRAD, de FORMAPROD et de FARMADA, ainsi que de Rachid Benlafquih (BRECI / DGER) pour une présentation du modèle de l'enseignement agricole français.

Chacun a réaffirmé combien le transfert de l'innovation est fondamental pour le développement d'un pays (innovation technique, pédagogique, organisationnelle et juridique).

La présence de la DGER pour le MASAF dans ce débat a permis de mettre en avant combien cette thématique est omniprésente dans l'enseignement agricole français. En effet, c'est l'une des 5 missions, avec ce continuum « Formation Recherche Innovation Développement et Appui » qui met en lien les acteurs académiques, techniques et scientifiques.

Un long chemin est encore à faire pour mettre en avant la place de la FAR dans la diffusion de ces innovations mais les différentes interventions et partage durant la conférence ont montré qu'en renforçant la collaboration entre les différents acteurs, privés et publics des améliorations pourraient être réalisées.

Visite de EFTA d'Ambatobe – Antananarivo

Accueillis par le directeur RANAIVOSON Ndremanalina SERGY, nous avons visités l'ensemble des structures et rencontrés également les apprenants.



Cet établissement accueille des promotions de 24 élèves, niveau post bac, pour deux années de formation, alors que, chaque année, l'établissement reçoit 300 dossiers de

candidature.



Visite du Parc National Analamazaotra Mantadia accompagnés du guide naturaliste Désiré Marta

Des partenariats sont déjà actifs avec les établissements français de la Réunion. Il est alors envisagé d'élargir cette coopération avec les établissements de la métropole, avec l'accueil d'étudiants en service civique dès 2025.

Entretenir les contacts et mettre en place de nouveaux partenariats

« Madagascar National Parks » est une Association Malagasy de droit privé, reconnue d'utilité publique opérante sous tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. Sa mission est de conserver et gérer de manière durable le réseau national des parcs et réserves représentatif de la

diversité biologique et



Ce parc est constitué de deux aires protégées : Mantadia et Analamazaotra, il est le lieu de vie de Babakoto – indri ou lémuriens.

Une forêt tropicale humide de moyenne altitude (930 à 1050 m) est aménagée en réseau de sentiers sur plus de 810 et offre une vraie perspective d'action pour la protection et la gestion de la biodiversité.

C'est à ce titre qu'elle peut être un lieu d'accueil de stagiaires de formation Bac pro GMNF et BTSA GPN

FIA : Foire Internationale de l'Agriculture



La FIA, c'est l'événement économique majeur de Madagascar et de la zone indienocéanique en matière de process alimentaires. C'est une plateforme stratégique où se rencontrent et s'échangent les innovations et les bonnes pratiques agricoles. Elle vise à stimuler la croissance économique et à transformer le monde rural en encourageant la participation active des jeunes.

Ces deux journées ont permis la rencontre de nombreux acteurs avec des perspectives de coopérations dont des accueils de stagiaires entrants et sortants, par exemple avec l'entreprise Renala (huiles essentielles), Mme Mamy Hubert formatrice,

coach et mentor en agripreneuriat depuis plus de 10 ans, spécialisée dans la transformation artisanale de fruits et épices, ou encore le Centre incubateur de Sandrine Siamazava à l'EFTA Analamalotra.

Par la qualité et la diversité des stands de la foire, mettant en avant des initiatives très intéressantes, on a pu constater les atouts et le dynamisme dans l'installation et l'innovation du secteur agricole.

Des échanges avec Jocelyn Mérot, Conseiller Résident au Jumelage SPS, et Martin Parent, Conseiller aux Affaires Agricoles zone Afrique de l'Est et Océan Indien, ont été à l'initiative d'une perspective de coopération entre les établissements du réseau AAOI pour la mise en œuvre d'un projet portant sur la gestion des pertes post-récoltes.



A ce titre, nous avons rencontré le CFFAMMA – Centre de Fabrication de Formation et d'Application du Machinisme et de la Mécanisation Agricole présent au salon pour évaluer si cet établissement aurait sa place dans de ce projet de coopération.

Rencontre avec France Volontaires Madagascar



La rencontre avec la directrice de l'espace de volontariat de Tananarive, Niry Ramarijaona, avait pour but de renforcer les liens au sujet des services civiques. L'intérêt réciproque d'un partage de cartographie est ressorti aux prises avec cette même difficulté

qu'elle rencontre pour avoir un recensement exhaustif des mobilités. Capitaliser sur l'existant est un premier axe de coopération, mais il faut aussi travailler sur une approche plus institutionnalisée avec un mode opératoire prédefini pour mutuellement identifier les candidats, travailler sur leur sélection puis leur accompagnement au cours de leurs séjours en France jusqu'à leur retour.

Jumelage européen en zone Océan Indien

Le Jumelage SPS « Appui au renforcement du dispositif de surveillance et de contrôle de la qualité et conformité sanitaire et phytosanitaire des produits agricoles et agroalimentaires à Madagascar » est le premier jumelage européen dans la zone Océan Indien. Il est piloté par la France en consortium avec l'Italie et s'inscrit dans une politique volontariste décidée au début des années 2010 par les cinq États membres de la COI de faire de Madagascar le grenier de la région et soutenu notamment par l'Union européenne et la FAO.

L'objectif général est de contribuer à accroître la production et améliorer la qualité sanitaire et phytosanitaire des produits agricoles de Madagascar.

Ce programme doit prendre fin en février 2025, mais il est envisagé une continuité de programmes de coopération notamment via le réseau CEFAGRI. En effet, il ressort clairement des besoins d'adaptation de la formation dans les établissements malgaches sur le plan des bonnes pratiques sanitaires, des

normes et des règlementations et certifications comme HACCP, ou encore sur les techniques d'analyses de laboratoire.

Suite aux échanges avec Jocelyn Mérot, CRJ du jumelage SPS, Jean Louis Barjol, chef de projet du jumelage SPS, et Martin Parent, Conseiller aux affaires agricoles, l'équipe du jumelage SPS et le BRECI proposent d'accueillir une délégation du MINAE en France, pour un voyage d'étude et d'exploration du système FAR sur ces sujets sanitaires.

Audience ministérielle



Audience avec Madame la Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, Mme Rasoloarisoa Marcelline et son équipe, en présence de la responsable de la FAR au MINAE, de la directrice de l'espace de volontariat à Madagascar, de Jocelyn Mérot (CRJ jumelage SPS)

Il est à noter que certains centres de formation agricole et rurale sont sous tutelle du ministère METFP.

Dans un premier temps, chacun a pu exposer ses visions et

enjeux réciproques sur le plan de la coopération internationale, ainsi que proposer des plans stratégiques d'actions dont les besoins en expertise de l'enseignement agricole. Afin de mieux structurer nos relations, avec un travail de concert multipartite, il est envisagé de travailler à la signature d'une lettre d'intention de coopération entre le MASAF, le MINAE, le MEFTP et probablement FARMADA, lettre qui précisera les axes d'orientation et les priorités de notre coopération.

Cette première mission à Madagascar aura permis d'atteindre globalement les objectifs attendus dont le passage de relais de l'animation du réseau AAOI, réalisé depuis plus de 20 ans par Didier Ramay et la présentation du fonctionnement du réseau CEFAGRI afin d'en comprendre la place et le rôle transversal de l'expertise au sein d'un réseau, ainsi que le partage de l'expérience de Vanessa Forsans sur ses deux réseaux.

Aussi, l'ensemble de cette mission va permettre de valoriser et capitaliser les initiatives de coopération avec cette zone. Il s'agit de continuer à accompagner ces partenariats existants mais également d'encourager et soutenir de nouveaux partenariats, élargis au territoire métropolitain.

Il a été signifié beaucoup d'enjeux et surtout beaucoup de dynamisme qui laisse entrevoir le démarrage de collaborations fructueuses et actions de coopération tant sur le plan de la gouvernance des établissements que sur les mobilités individuelles dans une optique de réciprocité que sur le plan de mobilités collectives.

Cette mission a permis d'assurer un bon dialogue, articulé entre le réseau AAOI de l'enseignement agricole, les établissements de formation agricole de cette zone et les autorités académiques, point d'ancre prépondérant à de futures coopérations.

Contacts : Agnès ESTAGER, animatrice du réseau géographique Afrique Australe Océan Indien de la DGER, agnes.estager@educagri.fr

Didier RAMAY, animateur du réseau géographique Afrique Australe Océan Indien de la DGER, didier.ramay@educagri.fr, Vanessa FORSANS, animatrice du réseau CEFAGRI de la DGER, vanessa.forsans@educagri.fr, Rachid BENLAFQUIH, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise à l'international au BRECI/DGER, rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr

L'agrobusiness nigérian au sommet de l'élevage

Près d'une centaine d'agroentrepreneurs Nigeriens, hommes et femmes, étaient présents à Clermont-Ferrand, du 1er au 5 octobre 2024, pour découvrir le salon de l'élevage. Un rendez-vous annuel mondial pour la filière élevage !



En parallèle du sommet et dans le cadre des échanges et partenariats public-privé avec les entreprises nigérianes, le Bureau des relations européennes et internationale (Direction générale de l'enseignement agricole et de la recherche) via son réseau Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale (AOAC) de l'enseignement agricole en charge du Nigéria a organisé une journée de visites de découverte de l'enseignement technique agricole et de fermes laitières dans les montagnes auvergnates.

Parmi la centaine d'agroentrepreneurs et agroentrepreneuses nigérians qui avaient effectué le déplacement avec Valor Iduh, chargé d'affaires export à Business France à Lagos, un groupe d'intéressés avait répondu présent à l'appel.

Parmi eux se trouvait Olawale Rotimi, CEO de JR Farms, un élément clé de la coopération franco-nigériane. Ce jeune chef d'entreprise, avec qui il existe déjà un partenariat public/privé avec le ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (DGER), s'est intéressé à notre système de formation ancré sur les acteurs du territoire et depuis organise, pour les agroentrepreneurs nigérians de son réseau, des formations dans nos Centre de formation pour apprentis (CFA) et Centre de formation professionnelle et de promotion agricole (CFPPA) comme ce fut



le cas à La Roche-sur-Yon en mars 2024.

A lire l'article Programme « Agri-Tech & Food Business Training » – Nigeria

Dans ce pays qui compte 36 États fédérés, le soutien politique est indispensable. Ainsi, autour de Faseru Olutoba, commissaire à l'agriculture de l'Etat d'Osun (en costume bleu ciel sur la photo) et de Gbolabo Olaniwan SA-Agric to the Lagos State Governor (veste blanche) se tenait d'autres responsables de sociétés : Adebawale Adeyeye CEO-El Matador Creativo, Dayo Obasanjo MD-Obasanjo Farms, Qs kamal B. Muhd CEO-Nifal Nigeria Limited, Nafiu Abubakar Babaji CEO- Basil Intergrated Farms.



Chaleureusement accueillis par Mme Vidal, secrétaire générale, du lycée agricole de Rochefort-Montagne (63) au cœur des volcans auvergnats, c'est dans la fraîcheur de la stabulation de la ferme laitière que certains businessmans ont « roulé des yeux » en apprenant la quantité de lait – 6500 litres annuels – produits par bête et ont aussitôt dégainé leur téléphone pour en déduire le rendement journalier.

Le directeur d'exploitation Damien Valleix, qui a travaillé au Burundi et récemment en Côte-d'Ivoire, a rappelé que la qualité des semences ne faisait pas tout et qu'une bête, aussi belle et productive soit-elle pouvait mourir en quelques jours sur un nouveau territoire. Il a précisé qu'il fallait avant tout envisager l'animal dans son environnement global :

saisons et climat, relief, rythmes, nourriture, parasites et maladies...



La traite s'effectue à la main et les 35 mères sont encore au près.

A midi, le chef du lycée leur a concocté du riz spécialement pour eux, qu'ils ont emporté en *doggy bag*.

Son excellence, le gouverneur de l'État d'Osun en terres auvergnates





L'après-midi, le gouverneur de l'Etat d'Osun Adeleke Ademola et sa délégation nous ont rejoint pour la visite de la ferme laitière de 65 mères avec robot de traite à Flessanges sur la commune d'Avèze dans le Puy-de-Dôme. Le groupe comportait Kazeem Olalekan Hamodu – photographe, Oomishore Bamikole Olubenga – Conseiller spécial, Adewunmi Babajide Kofoworla – Chef de la majorité, Olawale Rasheed – Porte-parole, Famuyiwa Adelkunle Waheed, Assistant spécial principal et Abijda Temitope Ajibola – Responsable du Protocole.

Le robot de traite a été au centre de toutes les attentions avec pléthore de questions autour de son utilisation, son nettoyage, sa longévité et bien sûr... son prix.



De retour au sommet de l'élevage pour quelques prises de contacts supplémentaires, son honneur le commissaire à l'agriculture et la sécurité alimentaire, Hon. (Otunba) Tola Faseru a exprimé le souhait de renforcer la formation autour du bétail dans son État. Désireux d'une lettre officielle précisant nos capacités à les accompagner dans cette tâche, nous travaillons, en concertation avec la Conseillère aux Affaires Agricoles, basée à Abuja et le chargé de coopération Afrique subsaharienne au ministère de la l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt (DGER), sur un accord de principe et les suites à donner à ces échanges.



Cela ouvre des perspectives de renforcement des partenariats franco-nigérians publics-privés et entre établissements d'enseignement agricole avec l'appui du réseau AOAC de la DGER comme sur la possibilité de mobiliser l'expertise de l'enseignement technique agricole via le réseau CEFAGRI.

Contacts : William Gex animateur du réseau AOAC
william.gex@educagri.fr, *Vanessa Forsans, animatrice du réseau AOAC* vanessa.forsans@educagri.fr *et animatrice du CEFAGRI, réseau d'expertise de l'enseignement agricole, Rachid Benlafquih, chargé de coopération Afrique subsaharienne/ECSI/expertise internationale au BRECI,* rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr